

-----  
**DÉLIBÉRATION DE\_2019\_077**

L'an deux mille dix-neuf et le quatre novembre, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 20 heures 30, en session ordinaire à SAINT MEARD DE GURSON sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 22 octobre 2019

Présents : Jocelyne ARSIGNY, Thierry BOIDÉ, Gérard BONNAMY, Maryse BRAIT, Patrice CAIGNARD, Sylvie CROSOIR, Gilbert DE MIRAS, Robert DESCOINS, Jean-Luc FAVRETTO, Didier FOURCAUD, Serge FOURCAUD, Michel FRICHO, Christian GALLOT, Bernard GOYER, Pierre GUERAULT, Thierry HERITIER, Jean-Thierry LANSADE, Magalie LEPLET, Marcel LESBEGUERIES, Karine LEY, Annie MAIGRE, Jean-Claude MAILLAT, Christophe MARCETEAU, Lucette MOUTREUIL, Eric REY, Christian SCALIGER, Gilles TAVERSON, Yveline TESSONNEAU, Jean-Eric VIGOUROUX

Pouvoirs : Hélène DENOST par Thierry BOIDÉ, Philippe FAYET par Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Jocelyne ARSIGNY

Membres en exercice : 31 Présents : 29 Votants : 31 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 31

**OBJET : EXONÉRATION 2020 DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES ET INSTITUTION DE LA REDEVANCE SPÉCIALE POUR LA BASE DE LOISIRS DE GURSON**

Monsieur le Président expose au Conseil Communautaire ce qui suit :

- La Communauté de Communes de Montaigne Montravel et Gurson, par délibération en date du 24 janvier 2013, a intégré dans ses statuts l'élimination et la valorisation des déchets des ménages ; la collecte et le traitement et a institué sur son territoire la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères le 12 janvier 2017 par délibération DE17-003.
- Le principe d'assiette sur le foncier bâti de la Base de Loisirs de Gurson ferait supporter une partie du coût aux autres contribuables.

Monsieur le Président propose l'exonération totale de la TEOM 2020 pour la base de loisirs de Gurson, en raison de son caractère particulier et par application de l'article L.1521-III-I du Code Général des Impôts et, en contrepartie, l'institution de la redevance spéciale pour cette base de loisirs (établissements commerciaux, gîtes, terrain de camping...) égale à la facture du SMD3 pour cette prestation (articles L 2.333-77 et L 2.333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, accepte cette décision et autorise le Président à signer les pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

Le Président,  
Thierry BOIDÉ

